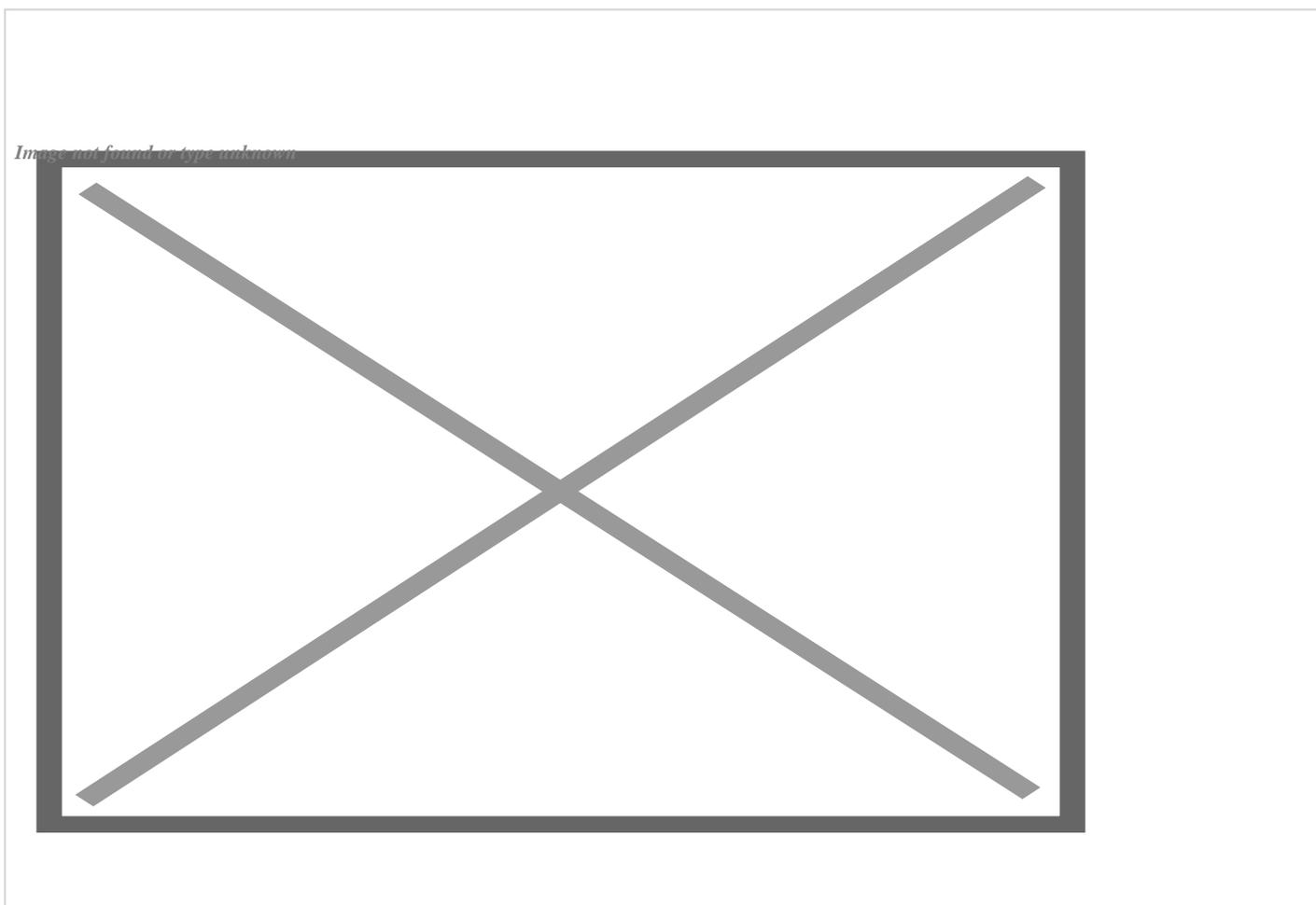


Le blocus américain contre Cuba et son effet extraterritorial



Le blocus américain contre Cuba et son effet extraterritorial

(Source Cubadebate)

Par : Claudia Fonseca Sosa

La politique américaine à l'égard de Cuba compte parmi ses piliers, depuis plus de six décennies, la mise en œuvre de mesures économiques coercitives unilatérales. Bien que la justification de ces mesures ait quelque peu changé au fil du temps, selon les experts, l'objectif constant de la politique de blocus a été d'utiliser la puissance économique des États-Unis pour saper le système socio-économique et politique de Cuba, et ainsi provoquer un changement de régime sur l'île.

Le mémorandum du département d'État d'avril 1960 le définit comme suit : « Le seul moyen prévisible d'aliéner le soutien intérieur est le désenchantement et la désaffection fondés sur l'insatisfaction et les difficultés économiques... Si ce qui précède est accepté ou ne peut être contré avec succès, il s'ensuit qu'il est possible et que des mesures doivent être prises rapidement pour affaiblir la vie économique de

Cuba ».

À cette fin, à peine un mois après l'entrée en vigueur du blocus américain contre Cuba en 1962, une autre disposition a défini son caractère extraterritorial. Le 24 mars de cette année-là, le département du Trésor a établi une interdiction d'entrée sur le territoire américain de tout produit fabriqué totalement ou partiellement avec des matières premières ou des produits cubains, même s'ils proviennent d'un pays tiers.

Cette disposition a eu un impact majeur sur les échanges avec les principaux partenaires commerciaux de La Havane, en particulier les pays d'Europe occidentale. Désormais, ces pays ne peuvent plus utiliser le sucre ou le nickel qu'ils acquièrent pour leurs exportations vers le marché américain, ce qui constitue en pratique l'une des premières mesures extraterritoriales du blocus.

Cette disposition s'ajoutait à la longue liste de mesures prises par Washington à l'encontre de Cuba, parmi lesquelles l'interdiction pour les filiales américaines de commercer avec la nation caribéenne depuis n'importe quel autre territoire.

Elle a également limité l'exportation d'équipements, de produits ou de toute technologie contenant plus de dix pour cent de composants américains et a interdit l'entrée dans les ports américains des navires qui commercent avec Cuba.

Des mesures punitives ont également été prises à l'encontre des institutions et des ressortissants d'autres territoires impliqués dans les relations commerciales avec Cuba.

Le 7 février 1962, le président américain de l'époque, J. F. Kennedy, a décrété un blocus total contre Cuba en vertu de la section 620a de la loi sur l'aide à l'étranger (Foreign Assistance Act).

Les administrations successives ont utilisé divers instruments pour le mettre en œuvre. Le plus important d'entre eux est le Cuban Democracy Act ou Torricelli Act, promulgué par l'ancien président George Bush (père) en 1992. Cette loi interdit aux filiales de sociétés américaines établies dans des pays tiers d'échanger des marchandises avec Cuba ou des ressortissants cubains. En outre, elle interdit aux navires de pays tiers qui touchent des ports cubains d'entrer sur le territoire américain dans un délai de 180 jours, à l'exception de ceux qui sont autorisés par le secrétaire au Trésor.

En 1996, le Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act ou Helms Burton Act stipule que le blocus ne pourra prendre fin que si Cuba consent à la transformation de son système socio-économique et politique, selon un cahier des charges précis décrit dans ce texte ingérentiste. Cette loi a codifié les dispositions du blocus, étendant sa portée extraterritoriale en imposant des sanctions aux dirigeants d'entreprises étrangères qui effectuent des transactions avec des biens américains nationalisés à Cuba et en les menaçant de poursuites devant les tribunaux américains pour le même motif.

Les experts s'accordent à dire que la loi Helms Burton, avec ses quatre titres, a limité les prérogatives du président américain pour lever la politique de blocus dans son ensemble.

Le premier de ses titres internationalise le conflit États-Unis-Cuba et l'étend à tous les pays du monde, en interdisant l'achat et la vente de biens à Cuba, puisque cela - selon la loi Helms Burton - est décidé par Washington.

Le deuxième titre vise à présenter « l'aide » du gouvernement américain au peuple cubain pour qu'il puisse « évoluer vers le capitalisme ».

Le titre III permet aux anciens propriétaires de biens nationalisés à Cuba, y compris les citoyens cubains devenus par la suite citoyens américains, de poursuivre devant les tribunaux américains les personnes physiques et morales qui, d'une manière ou d'une autre, ont eu un contact avec ces biens, ce que la loi qualifie de « trafic ».

Et le quatrième titre assure que ce régime de blocus sera maintenu jusqu'à ce qu'il y ait à Cuba un gouvernement qui, « de l'avis des États-Unis », soit régi par des « normes démocratiques ».

L'application de Helms Burton vise non seulement à affecter l'économie cubaine, mais aussi à entraver les efforts du gouvernement cubain pour se réinsérer dans l'économie mondiale et le système international de relations commerciales.

Ses dispositions sont conçues pour perpétuer la politique dans le temps, que l'administration soit démocrate ou républicaine, selon les experts.

Alors qu'en 2000, le Trade Sanctions Reform and Export Enhancement Act prévoyait des exemptions humanitaires pour l'achat de certains produits de première nécessité, y compris la vente de nourriture, des conditions défavorables et très coûteuses ont été imposées à Cuba en raison d'autres dispositions et sanctions financières en place, telles que l'interdiction d'utiliser le dollar américain et l'exigence d'un prépaiement sans implication des banques américaines dans ces transactions.

Le 17 décembre 2014, les présidents de Cuba et des États-Unis ont annoncé le début du processus de normalisation des relations bilatérales. À partir de cette date, d'importantes mesures ont été prises aux niveaux politique et diplomatique, et des accords ont été conclus qui ont eu un certain impact économique sur l'île.

Le président américain de l'époque, Barack Obama, a assoupli certaines sanctions à la suite du processus de négociation engagé avec Cuba. Mais ces mesures étaient limitées et ne modifiaient pas substantiellement l'écheveau complexe de dispositions, de règlements et de lois qui régissent l'application du blocus.

Avec l'arrivée du président Donald Trump à la Maison Blanche, le scénario est devenu plus complexe, car le républicain a non seulement annulé dans une large mesure les modestes changements apportés par Obama, mais il a également porté le programme de sanctions à de nouveaux extrêmes avec l'utilisation d'instruments qui n'étaient pas appliqués auparavant. C'est le cas du titre III de la loi Helms Burton.

Les 243 mesures imposées par l'administration Trump - et en vigueur à ce jour - visent clairement à ruiner l'État cubain. Elles ciblent les domaines de force économique du pays, tels que le secteur du tourisme et l'exportation de services professionnels, et exploitent ses vulnérabilités, telles que la dépendance énergétique et la nécessité d'attirer des investissements directs étrangers.

Toutes les sphères de notre société et la vie quotidienne des citoyens ont été affectées par cette conception, accentuée dans le contexte de la pandémie. L'accent mis sur l'entrave aux principales sources de revenus et sur l'entrave à nos relations commerciales a été d'une grande portée.

L'une des mesures mises en œuvre par Trump, quelques jours après avoir quitté la Maison Blanche, a été la réinscription de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme, sur la base d'arguments incohérents et sans preuves. L'administration Biden maintient cette désignation par le Département d'État, tout en sachant que les prétextes qui l'ont justifiée étaient malhonnêtes, selon le ministère cubain des Affaires étrangères.

Ce qui est certain, c'est que la présence de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme a de graves conséquences pour l'économie du pays, principalement dans le secteur bancaire et financier, tout en renforçant les effets dissuasifs et intimidants sur les tiers dans leurs relations commerciales avec l'île.

Son impact est non seulement extrêmement préjudiciable au commerce, mais aussi aux possibilités d'obtenir des crédits et d'effectuer des paiements pour des biens et des intrants essentiels au développement du pays.

Le ministère des Affaires étrangères affirme qu'en raison de sa classification en tant qu'État supposé parrainer le terrorisme, de nombreuses entreprises et entités financières dans le monde ont refusé d'opérer avec Cuba par crainte de représailles de la part du gouvernement américain, en particulier du département du Trésor.

Entre janvier 2021 et février 2024, un total de 1064 actions ont été signalées par des banques étrangères refusant de fournir des services à des entités cubaines, y compris des transferts pour l'achat de nourriture, de médicaments, de carburant, de pièces détachées pour le système énergétique national et de biens de consommation essentiels pour la population.

En raison de la position de plusieurs institutions financières de payer les fournisseurs et de l'impossibilité d'accéder à des voies logistiques plus rapides, Cuba a dû assumer des coûts supplémentaires élevés pour acquérir des fournitures prioritaires.

De même, des dizaines de missions diplomatiques cubaines ont rencontré des difficultés avec les institutions bancaires qui leur fournissaient traditionnellement des services, une situation qui a affecté le fonctionnement et la subsistance des ambassades et de leurs consulats.

Le paiement des obligations financières de Cuba à l'égard de diverses organisations internationales et régionales a également été sérieusement affecté.

En raison de cette mesure, les ressortissants des pays qui bénéficient du système ESTA pour entrer sur le territoire américain - pratiquement tous les pays de l'Union européenne - n'ont pas pu bénéficier du programme d'exemption de visa avec les États-Unis, mais ont dû demander officiellement un visa pour entrer dans ce pays s'ils se sont rendus à Cuba après le 1er mars 2011.

L'effet punitif de cette disposition affecte considérablement le secteur des voyages et du tourisme à Cuba, considéré comme l'une des principales sources de revenus du pays.

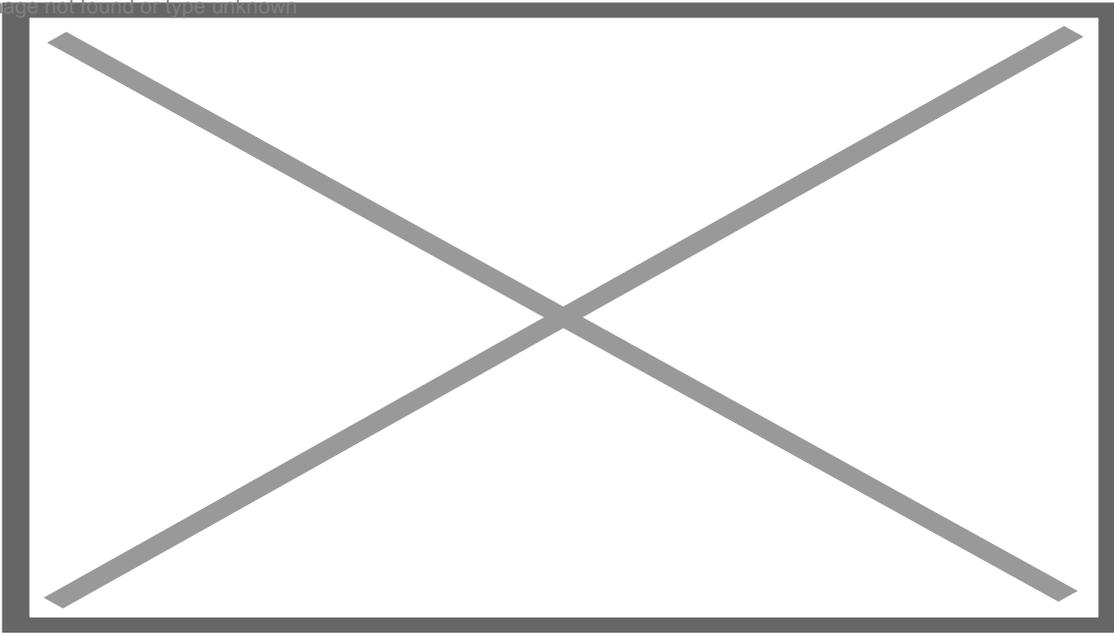
L'inclusion de Cuba dans la liste a également augmenté le risque-pays, ce qui mine et décourage l'intérêt des investisseurs étrangers à participer à l'économie cubaine et témoigne des conditions extrêmement désavantageuses dans lesquelles l'île est en concurrence sur le marché international.

Du 1er mars 2023 au 29 février 2024, il a causé des dommages matériels estimés à 5 056,8 millions de dollars, un chiffre qui représente une augmentation de 189,8 millions de dollars par rapport à celui précédemment rapporté.

Ce chiffre représente un dommage approximatif de plus de 421 millions de dollars par mois, plus de 13,8 millions de dollars par jour, et plus de 575 683 dollars de dommages pour chaque heure de blocus.

En prix courants, les dommages cumulés pendant plus de six décennies de cette politique s'élèvent à 164 141,1 millions de dollars.

Image not found or type unknown



Selon le dernier rapport de Cuba sur l'impact du blocus américain, "L'inscription de Cuba sur la liste unilatérale du département d'État américain des pays présumés être des sponsors du terrorisme ; la possibilité d'intenter une action devant les tribunaux américains pour engager des poursuites en vertu du titre II du blocus américain ; et la possibilité d'intenter une action devant les tribunaux américains pour engager des poursuites en vertu du titre II du blocus américain. L'inscription de Cuba sur la liste unilatérale du département d'État américain des pays présumés soutenir le terrorisme, la possibilité d'intenter des actions devant les tribunaux américains en vertu du titre III de la loi Helms-Burton, les sanctions ou menaces de sanctions contre les compagnies maritimes, les transporteurs, les assureurs ou les réassureurs impliqués dans la fourniture de carburant à Cuba, la persécution intense et méticuleuse des transactions financières cubaines et les obstacles à l'approvisionnement en ressources importantes qui en découlent, ainsi que la poursuite d'autres inscriptions unilatérales, ont été confirmés comme étant les mesures les plus sévères".

« Le gouvernement des États-Unis a maintenu au cours de l'année écoulée les lois et les dispositions relatives au blocus contre Cuba et les pratiques traditionnelles pour sa mise en œuvre, basées sur l'objectif historique de déprimer l'économie et les salaires, de générer des pénuries matérielles et des dommages aux services publics, de provoquer le mécontentement et le désespoir de la population et de subvertir l'ordre constitutionnel légitimement établi », dénonce le texte, présenté par le ministère des Affaires étrangères cette semaine.

Au cours de la période couverte par le rapport (mars 2023-février 2024), les actions américaines visaient à identifier et à poursuivre, de manière chirurgicale, les principales sources de revenus de l'économie cubaine, en application stricte des dispositions de la loi Helms-Burton, y compris celles stipulant son champ d'application extraterritorial.

En ce sens, « l'offensive contre le tourisme, l'allégation d'attaques soniques inexistantes contre des diplomates américains pour justifier la classification de Cuba comme pays peu sûr, la persécution des accords internationaux de coopération médicale, parmi d'autres actions qui répondent à une conception

coercitive perfectionnée, visant à empêcher l'entrée de revenus essentiels pour répondre aux besoins croissants de la population, se distinguent ».

Cas d'application extraterritoriale du blocus (mars 2023-février 2024)* :

En mars 2023, on a appris qu'en raison de l'achat de la société canadienne APOTEX par la société américaine SK Capital, l'achat de fournitures médicales par MEDICUBA était affecté, y compris des médicaments pour le traitement du cancer, des allergies et d'autres maladies en phase terminale.

En mai 2023, Banco Santander a informé la direction générale de l'entreprise cubaine basée en Espagne, IC Neuronic, de la décision d'annuler en juin 2023 la police d'assurance que cette entité avait souscrite auprès de la banque susmentionnée depuis 2020.

En mai et juin 2023, la succursale bulgare de Citibank Europe a retenu un virement de l'ambassade cubaine en Bulgarie pour le paiement de services à la société de télécommunications Vivacom. En juillet, Citibank a procédé au remboursement du paiement de la facture à la mission diplomatique cubaine, qui a dû poursuivre ses opérations avec Vivacom par l'intermédiaire d'une autre banque.

Au cours du premier semestre de l'année 2023, la banque MUFG du Japon a refusé un transfert de la franchise des Chunichi Dragons sur le compte de la Confédération mondiale de baseball et de softball, un mécanisme qui fonctionnait depuis 2018 pour obtenir les revenus correspondant à la formation des athlètes cubains sous contrat. La raison en était le lien avec Cuba et la possibilité d'encourir une violation des lois américaines sur le blocus.

Le 17 août 2023, l'organisation GS1 Aisbl, l'administrateur des normes internationalement acceptées pour la communication et l'échange d'informations entre les partenaires commerciaux dans différentes chaînes d'approvisionnement mondiales, a informé Cuba de l'impossibilité pour elle de participer en personne à la réunion régionale GS1 LATAM, qui devait se tenir en octobre 2023 à Buenos Aires, en Argentine. L'organisation a fait valoir que Cuba était soumise à un régime de sanctions et que sa participation mettrait le personnel de GS1 en danger.

En août 2023, Swedbank a commencé à envoyer des lettres à ses clients pour leur demander de ne pas effectuer de transactions à destination ou en provenance de Habanos Nordic et de Cuba, en indiquant qu'il s'agissait d'un risque que la banque ne pouvait pas prendre en raison des sanctions dont le pays fait l'objet. Elle a indiqué qu'en cas de non-respect, elle serait contrainte de limiter ou de résilier les comptes et les services du client.

En août 2023, l'association française Cuba Linda, qui promeut les voyages pour le rapprochement des peuples, s'est vue interdire l'utilisation de la plateforme de traitement des paiements et de solutions de risques SumUp, service qu'elle avait sollicité pour faciliter la vente de cartes bancaires sur son stand à la Fête de l'Humanité. L'association a reçu un terminal de paiement qui lui a ensuite été retiré sur la base de l'article 13 des conditions générales du contrat qu'elle avait signé. Cet article mentionnait l'obligation d'empêcher la participation à des « activités frauduleuses, telles que le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme ou toute autre activité criminelle ».

En septembre 2023, on apprend que la Skandinaviska Enskilda Banken AB (SEB) en Suède a refusé de poursuivre ses opérations avec Habanos Nordic A.B. en raison du risque de se voir infliger des sanctions américaines dues au blocus.

Le 21 novembre 2023, l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du département du Trésor a imposé une pénalité de 968 618 825 USD à la société de crypto-monnaies Binance Holdings, Ltd (« Binance »), basée aux îles Caïmans, en raison de violations de divers programmes de sanctions américains, y compris les lois sur le blocus contre Cuba. La société a dû payer des montants supplémentaires au Département de la Justice, au Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN) du Département du

Trésor et à la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) des États-Unis, pour un total de 4,3 milliards de dollars.

Le 6 décembre 2023, BMW Group Financial Services - BMW Leasing Switzerland a informé l'ambassade de Cuba en Suisse qu'elle devait mettre fin à ses relations commerciales avec la mission diplomatique parce que le service juridique de la banque n'acceptait pas les paiements du gouvernement cubain, ce qui ne lui laissait pas d'autre choix que d'annuler les contrats. En outre, BMW Group Financial Services a annulé le contrat de location d'une voiture officielle de l'ambassade par le concessionnaire AG BMW Marti, basé à Berne, au cours de la première semaine de décembre.

En outre, en 2023 : Banco Comercial Português S.A a annulé le transfert en dollars US de l'Association d'amitié Cuba-Portugal à l'agence AMISTUR à Cuba. L'Association a son compte à BCP Millenium et AMISTUR à Banco Financiero Internacional (BFI). La somme s'élevait à 55.186 dollars, destinée au paiement de la brigade de solidarité revenant de Cuba.

FRANSABANK FRANCE a refusé de traiter un virement envoyé par le bureau diplomatique cubain à Bonn, en Allemagne, en faveur de l'ambassade cubaine en Algérie, en invoquant la « politique de risque de sanctions et d'embargos », qui précise l'interdiction de toute transaction directe ou indirecte liée à Cuba.

Les banques ING, New B, Argenta, Bpost et BNP-Paribas-Fortis, n'ont pas accepté les transactions avec la communication « Aide à Cuba », suite à l'accident de la base de superpétroliers de Matanzas. Ces transactions non acceptées ont été détectées grâce à la campagne de solidarité « 1 euro pour Cuba » déployée par les associations d'amitié avec Cuba en Europe.

Au début de l'année 2024, la contribution volontaire de Cuba au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) pour l'année 2023 a été bloquée. Malgré les démarches du HCDH auprès de la banque UBS, celle-ci n'a jamais accepté le transfert cubain. A plusieurs reprises, cette institution a fait valoir que, ne s'agissant pas d'une contribution obligatoire pouvant entraîner une perte de droits ou des arriérés financiers pour le pays émetteur, elle n'était pas tenue d'accepter un transfert en provenance d'un des pays soumis aux sanctions américaines.

En janvier 2024 : JCC Payments Systems Ltd, une société tierce travaillant avec la Banque de Chypre pour les paiements par terminal bancaire et les transferts par passerelle de paiement, a informé l'ambassade de Cuba dans ce pays qu'elle avait immédiatement mis fin à l'accord avec l'entité cubaine, car la fourniture de services d'approvisionnement à l'organisation était interdite. En conséquence, l'ambassade cubaine s'est retrouvée sans capacité d'encaissement de terminaux.

En janvier 2024 : la banque indienne Axis Bank a refusé d'effectuer un transfert à Cuba de la société indienne Panacea en paiement d'intrants achetés au CIGB pour la production de vaccins pentavalents. La banque a invoqué l'inscription de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme établie par le gouvernement américain et a demandé à Panacea de préciser que le paiement ne serait pas versé à une institution placée sous le contrôle de l'armée, de la sécurité ou des services de renseignement cubains.

En février 2024 : La société de livraison de courrier UPS a refusé d'envoyer des documents à un citoyen slovène au motif que le destinataire, qui était le consulat cubain basé en Autriche, ne respectait pas une ou plusieurs réglementations gouvernementales des pays/zones dans lesquels UPS opère.

Le 15 mars 2024, l'OFAC a imposé une pénalité de 3 740 442 dollars à la société bancaire EFG International AG, basée en Suisse, pour avoir violé la réglementation sur le contrôle des actifs cubains et d'autres programmes de sanctions. Plus précisément, entre 2014 et 2018, 727 transactions ont été effectuées avec des clients à Cuba, pour un montant de 29 939 701 dollars.

* Note : Exemples présentés dans le rapport sur Cuba conformément à la résolution 78/7 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier

imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique ».

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/378967-le-blocus-america-in-contre-cuba-et-son-effet-extraterritorial>



Radio Habana Cuba